YAMINA BENGUIGUI ADJOINTE, AU MAIRE DE PARIS

«Mes nouvelles fonctions sont dans le prolongement de mon combat cinématographique»

En allant à la rencontre de Yamina Benguigui, nous projetions de l'interroger essentiellement sur ses nouvelles fonctions «d'adjointe au maire de Paris, en charge des droits de l'homme et de la lutte contre les discriminations» et accessoirement sur son action cinématographique. Peine perdue ! Chez Yamina Benguigui son nouveau rôle politique dans la capitale française n'est que le prolongement de son action dans le cinéma qui continue à être sa raison d'être. Ses nombreuses œuvres documentaires ou de fiction portent le même combat que celui qu'elle va poursuivre dans ses nouveaux habits d'élue locale. Et l'Algérie ? C'est cette Algérie qui lui a fait aimer le cinéma, nous dit-elle : ce sont des films comme* Chronique des années de braise *de Lakhdar Hamina ou* Omar Gatlatou *de Allouache qui l'ont amenée au 7e art et ce sont les ambiances comme celle de la Cinémathèque avec Boudj (Boudjemaâ Karèche) qui la rendent toujours nostalgique d'une ville-Alger-vibrait de toute son intelligence et de tout son génie.

De notre bureau de Paris
Khadidja Baba-Ahmed

Le Soir d'Algérie : **On vous connaît, ici et ailleurs, notamment en Algérie, par vos films. On vous retrouve à la mairie de Paris, en tant qu'adjointe de Bertrand Delanoë, chargée des droits de l'homme et de la lutte contre les discriminations. Beau parcours, mais en même temps l'on se demande toujours pourquoi les personnes d'origine immigrée, lorsqu'elles parviennent à des postes politiques, sont toujours confinées aux problèmes de l'immigration, des discriminations. Pourquoi cette ghettoïsation ?**

Yamina Benguigui : Je crois que je suis l'une des rares réalisatrices françaises, issue de l'immigration algérienne, à avoir fait sans relâche depuis 17 ans en France un cinéma engagé sur des questions relatives à l'immigration et au devoir de mémoire. Il m'est arrivé d'avoir quelquefois des propositions de films ou d'animation d'émissions sur d'autres sujets, mais j'ai toujours privilégié la même thématique, celle de l'enracinement des populations issues de l'immigration. Lorsqu'on m'a proposé de nouvelles fonctions en tant qu'adjointe au maire de Paris, en charge des questions des droits de l'homme et de lutte contre les discriminations, c'est tout naturellement que j'ai accepté, parce que je n'avais pas la sensation d'être novice sur ces sujets sociétaux, j'avais 17 ans de réflexion et d'expérience.

Dès le début de ma carrière, et après la sortie en salle et la diffusion à la télévision de mes films, j'ai reçu des centaines d'appels et de demandes comme : «Je suis à l'hôpital et je n'arrive pas à régler le dossier de ma mère» ou encore «j'ai envoyé des centaines de C-V pour un stage et aucune réponse ne m'a été faite» ou encore l'appel de certaines familles qui, se trouvant tout d'un coup devant un parent décédé, ne savaient où l'enterrer, eu égard au manque de carrés musulmans…

Face à ces demandes, j'ai engagé deux personnes à plein-temps pour trouver des solutions, et je suis devenue, malgré moi, une sorte de porte-parole, une médiatrice de confiance. Je dois reconnaître que beaucoup de sociétés et de maires ont été réceptifs à mes demandes, de même que des institutions comme l'ambassade d'Algérie, et je voudrais rendre hommage à l'écoute, au travail formidable et au concours précieux de la secrétaire de l'ambassadeur. Je me souviens qu'en 2001, Bertrand Delanoë que j'accompagnais dans sa campagne pour les municipales, a été d'emblée sensibilisé à toutes ces questions complexes d'enracinement, qui touchent à la dignité et à l'intégrité de membres d'une communauté abîmée par le travail qui a vécu dans l'antichambre de la France et qui n'ose pas parler.

Bertrand Delanoë est vraiment à l'écoute, attentif à la mutation de cette population qui avait fait le rêve de repartir et qui reste là, figée par le vent froid de la retraite. Je lui en suis éternellement reconnaissante. Car ce sont des questions qui sont au cœur de mon engagement de cinéaste et de mon action sur le terrain, car j'utilise mes films pour organiser des débats, libérer la parole, et interpeller les pouvoirs publics, les maires, les institutions, pour trouver des solutions à toutes ces questions d'enracinement.

Photo : DR

La lutte contre les discriminations, la diversité, ne deviennent-elles pas des notions un peu trop galvaudées ici en France, sans d'ailleurs qu'il y ait des avancées notables sur ce plan-là. Un nombre incalculable d'associations est sur ce créneau ; elles ont quasiment toutes le même discours «il faut que, il n'y a qu'à…». Comment faire l'économie de ces discours et aller vers l'essentiel des décisions pratiques, autrement dit, comment envisagez-vous, à votre niveau, votre action contre les discriminations ?

Ma délégation «Lutte contre les discriminations» comprend toutes les discriminations qui touchent les minorités, les femmes, les handicapés, les homosexuels… Les discriminations sont légion, à tous les niveaux de la vie sociale. Mais il y a surtout ce qui ne se voit pas, ce qui est insidieux, pernicieux, la «discrimination raciale», liée aux préjugés hérités du colonialisme. C'est elle qui gangrène notre société : dans les entreprises, elle s'est installée de façon insidieuse, en amont de l'embauche. Les diplômés bac+5 qui ont un nom à consonance arabe ou africaine, ou qui viennent d'un territoire stigmatisé n'ont pas accès aux entretiens.

N'ayant donc aucune chance d'avoir accès à la rencontre avec le DRH ou le recruteur, ils ne pourront jamais avoir de recours. C'était l'objet de mon dernier documentaire *Le plafond de verre*. A cette occasion, j'ai rencontré des dizaines de jeunes, qui après avoir envoyé plus de 1 200 candidatures pour obtenir un stage n'avaient jamais eu le moindre entretien. Il est évident que ce n'est pas le diplôme qui est mis en cause, mais bien la «consonance» de leur nom.

Ce qu'il y a de terrible, pour tous ces jeunes, c'est de se sentir exclus, rejetés d'une compétition à laquelle l'école de la République les avait préparés, tout autant que leurs copains de promo, Marion ou Nicolas. Ils arrivent, fêtent leur diplôme de fin d'études et là, pour eux, tout s'arrête. Les portes des entreprises leur restent fermées. Alors que ces jeunes constituaient un «modèle» pour leur fratrie, ils deviennent brusquement un contre-modèle pour les plus jeunes.

Une autre problématique discriminatoire qui me tient à cœur concerne l'enterrement des populations issues de l'immigration. La société française n'avait pas prévu que les immigrés musulmans allaient s'arrimer sur la terre d'accueil, au point de pouvoir y être enterrés — et il n'y a que 80 carrés pour une population de musulmans évaluée en France à 6 millions—, de même qu'elle n'avait pas prévu l'émergence d'une classe moyenne de jeunes diplômés français qui postuleraient directement à des fonctions de cadres dans les entreprises françaises et dans les institutions. Nous sommes bien dans un faisceau informel de discriminations raciales rampantes.

C'est pour cela qu'il faudra avoir une réflexion sur la question. Faut-il légiférer ?… Je ne crois qu'au pouvoir de la loi. Ayons l'humilité de regarder ce qui s'est passé dans des dizaines de pays, comme le Canada, les Etats-Unis, la Suède, qui ont su légiférer pour régler leurs problèmes de discriminations. Paris peut devenir précurseur et une capitale-symbole des droits de l'homme pour l'Europe, face à des pays comme l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne, qui sont confrontés à ces problèmes latents.

Encore des lois ? Ne croyez-vous pas qu'il y en a suffisamment mais que le problème est leur absence d'application ?

Les textes de loi qui existent aujourd'hui ne concernent que les discriminations à caractère frontal, flagrantes. Si quelqu'un dit à une personne «vous êtes un sale Noir», la personne a les moyens de réagir, de porter plainte auprès de la Halde, mais lorsqu'il s'agit d'une discrimination insidieuse, non dite, mais exprimée dans les faits, par un rejet à l'emploi ou au logement, il n'y a pas de preuve, donc aucun moyen d'action. Il me semble qu'il faudrait d'autant plus légiférer que la situation internationale de ces dernières années a eu des répercussions en France, a renforcé les préjugés concernant l'Arabe, le musulman, et ont engendré des réactions de méfiance et de peur. Il faut redonner du droit à cette population et surtout de la dignité.

●●●

Yamina Benguigui en quelques mots

Née en avril 1957 à Lille. Si elle n'est encartée dans aucun parti politique, elle s'est présentée néanmoins comme apparentée PS aux dernières municipales. Parallèlement à ses nouvelles fonctions à la mairie de Paris, elle travaille, avec Rachid Arab, Hervé Bourges et d'autres, à une étude pilotée par le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) et consacrée à la représentation de la diversité dans l'audiovisuel. Membre du HCI, productrice de la première société de production pluriethnique *Elemiah* avec Marc Ladret de Lacharrière.

Elle a réalisé, entre autres, de nombreux documentaires ou films longs-métrages entièrement consacrés à la mémoire, à l'immigration, au combat contre le préjugé racial, pour l'égalité homme-femme, les œuvres ci-après : *Femmes d'islam* documentaire en trois volets pour France 2. 1993 ;

Mémoires d'immigrés, l'Héritage maghrébin en 1998 : 7 d'Or du meilleur documentaire et Golden Gate au San Francisco International Film Festival ;

Inch'Allah dimanche en 2001 : Prix de la critique au festival du film de Toronto et grand prix au 1er festival international de Marrakech ;

Le Plafond de verre/les défricheurs en 2005 : Prix du meilleur documentaire à Montréal. Lauréat d'or du meilleur documentaire, prix du Sénat France, Trophée Africagora.

Elle reçoit à Florence le prix de la Paix, pour l'ensemble de son œuvre.

Elle tourne actuellement un film sur le 93 *La Seine-Saint-Denis* pour sortir des idées préconçues sur la banlieue, *Aïcha* fiction pour France 2.

●●●

Les droits de l'homme constituent un autre volet de votre activité. Ce concept est pour le moins, aujourd'hui, un fourre-tout : on y met tout et n'importe quoi, des causes justes et d'autres aux visées douteuses. Et vous, quelle est votre conception des droits de l'homme, dans quelle direction allez-vous travailler ?

Par-delà le symbole et les commémorations, pour moi les droits de l'homme, c'est essentiellement défendre une personne ou un groupe de personnes, abstraction faite des frontières et des conditions sociales. J'organiserai mon action en faveur de tous ceux qui s'élèvent et disent «nous ne voulons pas rester dans une situation dans laquelle nos droits fondamentaux ne sont pas reconnus». Venant de l'univers du documentaire et du terrain, j'ai eu à trouver des solutions hors des sentiers battus, j'utiliserai mon expérience… Les sujets ne manquent pas : populations incarcérées en prison, en centres de rétention, formation des jeunes au civisme, aux droits de l'homme… Je dois faire honneur à Paris, sur toutes ces questions. Pour moi, Paris mérite son appellation de capitale des droits de l'homme.

Toutes les personnes, souvent inconnues, victimes, bafouées, doivent savoir que cette délégation aux droits de l'homme à la mairie de Paris existe et qu'il existe aussi plus globalement des textes qui leur donnent la possibilité de faire reconnaître leurs droits. En fait, les luttes contre les discriminations et les atteintes aux droits de l'homme sont intimement liées ; cela procède du même combat pour défendre ces valeurs.

Et si on évoquait votre rapport au pays d'origine, à l'Algérie. Vous y allez souvent ?

Je m'y suis rendue récemment lors du voyage officiel présidentiel.

Justement, beaucoup n'ont pas compris que vous accompagniez Sarkozy à ce voyage.

J'ai accompagné le président de la République française qui m'avait invitée au titre de réalisatrice française d'origine algérienne, et je pense aussi pour ce que j'incarne comme symbole de réunification entre les deux pays. J'ai fait ce voyage en compagnie de Costa Gavras. C'est toujours un plaisir d'échanger avec le président de la République algérienne, de même qu'avec la ministre de la Culture et sa directrice de cabinet, des femmes énergiques, battantes, pétillantes, qui sont des amies de toujours.

Mais à titre privé, vous retournez au pays ?

Je suis intimement liée naturellement à ce pays, parce que c'est mon pays d'origine. J'y vais souvent, mais lorsque je m'y rends, je descends à l'hôtel, parce que depuis la mort de ma grand-mère maternelle et de mes deux oncles, la «maison familiale» s'est refermée. C'est une histoire très douloureuse… Mais mon amour pour cette terre est toujours aussi vivace. Après la diffusion de *Mémoires d'immigrés*, en Algérie, beaucoup d'Algériens continuent à m'exprimer leur amour et me remercient de tout mon travail sur la mémoire et la dignité de leurs «frères», partis un jour de l'autre côté.

Algérie, cinéma, immigration, tout semble faire une même chose chez vous…

Lorsque j'étais adolescente, des films algériens comme *Chroniques des années de braise*, de Lakhdar Hamina, ou *Omar Gatlatou*, mon film culte, de Merzak Allouache, images d'un cinéma fort, engagé, d'un pays vivant, d'une prise de parole, m'ont donné envie de faire du cinéma. On ne pouvait pas classer le cinéma algérien dans le cinéma des pays émergents, car il était d'une qualité et d'un niveau international et il pouvait donner des leçons. Je suis restée marquée par la Cinémathèque algérienne.

Je faisais souvent le voyage à Alger, pour retrouver cette ambiance, pour retrouver Boudj, son directeur, Yazid Khodja. Je les trouvais d'une modernité incroyable, d'une connaissance sans faille, et quels personnages ! Lorsqu'un cinéaste français était invité par la Cinémathèque d'Alger, il pouvait se targuer d'être un «grand» du cinéma.

La Cinémathèque a été ma deuxième famille. Lorsque Boudj m'appelait par exemple pour me dire, après une interview, «tu as été bien là-dessus !» pour moi, c'était la meilleure des consécrations…

Et depuis ?

Depuis, mes relations avec eux sont restées les mêmes. Mais en ce qui concerne le cinéma algérien, les choses semblent être plus difficiles. Il aurait fallu donner à toutes ces compétences, à tous ces talents, les moyens de créer chez les jeunes le goût pour le cinéma. Mais rien n'est perdu. Il y a encore des maîtres en Algérie, il y a le savoir-faire de ses techniciens, toute l'école de Chouikh et beaucoup d'autres.

Mon idée est que les jeunes Français d'origine algérienne qui ont envie de faire du cinéma soient mis en relation avec les professionnels algériens pour qu'ils leur lèguent leur savoir. Il peut y avoir un partenariat avec le CNC français pour faire des coproductions et faire en sorte que les techniciens algériens qui «rouillent», faute de projets, reprennent leur métier. La France l'a fait avec des équipes belges, pourquoi ne pas le faire avec l'Algérie ? Car, dans le cinéma, si on n'exerce pas, on meurt.

En dehors de vos projets ici, en avez-vous avec l'Algérie ?

Mon rêve est de faire une série comique qui concernerait les petites grands-mères algériennes qui font en permanence l'aller retour France-Algérie, libérées du poids des tabous, des frontières et de leurs familles ! Mon rêve, c'est aussi — et je le dis souvent à Rachid Bouchareb — de faire que l'Algérie soutienne un peu nos productions. J'ai reçu beaucoup de reconnaissance, de décorations et de prix en France et à l'étranger, mais je me dis que nous serions vraiment sensibles à de simples mots d'encouragement venant de l'Etat algérien ou de la télévision et du cinéma algériens. Je reconnais que notre ambassadeur d'Algérie est très ouvert sur les questions de culture…

Mais nous aurions besoin de passer à la vitesse supérieure, comme le fait l'énergique ambassadeur marocain avec ses artistes. En tant que producteurs et réalisateurs, ce serait dommage de nous amputer de notre nation d'origine pour internationaliser notre propos. Nous avons beaucoup défriché, beaucoup semé, le moment est venu de récolter, car nous savons que l'image et la culture sont et resteront des outils incontournables pour faire avancer le monde.

K. B.-A.

MONDE

Washington soutient les discussions de Doha mais les surveille de loin

Les Etats-Unis soutiennent officiellement la conférence interlibanaise qui vient de s'ouvrir à Doha mais surveillent les discussions de loin, espérant que les récents gains militaires du Hezbollah ne se transforment pas en gains politiques.

Les Etats-Unis ont contacté les médiateurs arabes, notamment le Premier ministre du Qatar, cheikh Hamad ben Jassem Al-Thani, pour les assurer de leur soutien, a déclaré vendredi à la presse un haut responsable du département d'Etat.

«Nous voulons avant tout dire clairement que nous soutenons ce processus parce qu'il y a beaucoup de monde qui voudrait bien pouvoir dire que nous ne le soutenons pas», a ajouté ce haut responsable ayant requis l'anonymat. «Nous aiderons, mais sans interférer», a-t-il assuré.

Les Etats-Unis ne veulent pas que le Hezbollah, qu'ils considèrent comme un mouvement terroriste, tire prétexte de commentaires américains pour quitter la table des négociations avec la majorité prooccidentale, si les concessions qui lui sont demandées lui paraissent impossible à accepter, a-t-il expliqué. Les analystes doutent pourtant de la neutralité de Washington dans ces discussions aux importantes répercussions régionales.

Paul Salem, un expert du Carnegie Endowment for International Peace, a ainsi estimé vendredi que les Etats-Unis et leur alliée l'Arabie saoudite avaient fixé au gouvernement libanais des «lignes rouges» à ne pas franchir, notamment sur la minorité de blocage que le Hezbollah exige au sein du prochain gouvernement.

Or, le Hezbollah «a remporté des gains réels sur le terrain et il est probable qu'il remportera de réels gains politiques dans les prochains jours ou prochaines semaines», a estimé cet analyste basé à Beyrouth, au cours d'une conférence de presse téléphonique. Mais le haut responsable du département d'Etat a affirmé que Washington n'interviendrait pas dans les discussions sur la composition du prochain gouvernement. «C'est vraiment une décision purement libanaise, pas une décision américaine», a-t-il dit. Il n'a cependant pas pu s'empêcher de remarquer que la question du désarmement du Hezbollah, exigé par la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU de 2004, devrait figurer à l'ordre du jour des négociations de Doha.

Cet ordre du jour, annoncé jeudi par la Ligue arabe, prévoit «l'ouverture du dialogue autour de la consolidation de l'autorité de l'Etat libanais sur l'ensemble de son territoire, ainsi que sur les relations entre l'Etat et les différentes organisations existant sur la scène libanaise de manière à garantir la sécurité de l'Etat et des citoyens».

«Cette référence dans le document d'hier et le fait que les participants de Doha sont les mêmes que ceux du dialogue de 2006, me fait penser que oui, les armes du Hezbollah vont figurer à l'ordre du jour», a-t-il déclaré.

«Il est certain que la question des armes du Hezbollah est encore plus importante maintenant que le Hezbollah a révélé aux Libanais et au monde à quoi elles peuvent servir», a-t-il ajouté. Depuis le début des affrontements armés entre partisans de l'opposition et de la majorité qui ont fait 65 morts et plus de 200 blessés en une semaine au Liban, les Etats-Unis se sont félicités du fait que le Hezbollah ait perdu sa légitimité de mouvement de résistance face à Israël en se servant de son arsenal contre des Libanais.

Ultimes sauvetages, mais la Chine se prépare à un bilan très lourd

Des cris de plus en plus faibles s'élevaient avant-hier, des bâtiments et des écoles en ruines dans le Sichuan, guidant les sauveteurs à la recherche de survivants du séisme dont le bilan estimé devrait dépasser 50 000 morts selon le gouvernement chinois.

Quatre jours après la catastrophe, les soldats et les volontaires civils, renforcés par les premiers spécialistes étrangers, fouillaient des tonnes de béton et de ferraille, souvent à mains nues, avec l'espoir de découvrir des signes de vie. Vendredi, 33 survivants ont été extraits des décombres dans le seul district de Beichuan, durement touché par le séisme, selon l'agence de presse officielle Xinhua (Chine Nouvelle). Le président chinois, Hu Jintao, arrivé ce jour-là dans la zone sinistrée, a averti que les opérations de secours étaient entrées «dans la phase la plus cruciale». «Le temps presse», a-t-il dit. Un survivant de 46 ans, Peng Zhijun, a raconté avoir réussi à tenir pendant ces quatre jours sous des décombres avec ses cigarettes, des serviettes en papier et en buvant son urine. Simplement guidés par un filet de voix, des sauveteurs à Yinghua ont réussi à dégager un homme de 50 ans qui avait entendu les cris de sa fille à la surface. Les efforts ont pris une douzaine d'heures, les médecins ont dû l'amputer d'un bras et d'une jambe pour le sortir de son carcan de béton.

Le séisme de magnitude 7,9 a frappé lundi dernier en début d'après-midi, à une heure où tous les bureaux et établissement scolaires étaient bondés. Selon des chiffres de Chine Nouvelle, 216 000 édifices ont été détruits au Sichuan, la province du sud-ouest qui a été de loin la plus gravement touchée, dont 6 898 établissements scolaires, prenant au piège des milliers d'enfants et d'enseignants.

Le bilan final risque donc d'être très lourd et le gouvernement a commencé à préparer la population en donnant pour la première fois jeudi une estimation de plus de 50 000 morts.

Chaque jour, les autorités continuent à égrener le nombre de morts confirmés, qui est passé vendredi à 22 069 pour toute la Chine, dont plus de 21 500 pour la seule province du Sichuan. Le séisme, qui a touché une zone de 100 000 km2, grande comme trois fois la Belgique, a également fait plus de 4,8 millions de sans-abri, relogés dans des installations provisoires. Le stade de Mianyang accueille 10.000 sinistrés. Plus de 130 000 soldats, équipés de chiens, sont à pied d'œuvre, fouillant les décombres, distribuant des vivres, dégageant les routes et assurant des dizaines de rotations d'hélicoptères pour évacuer les sinistrés. Le gouvernement chinois a accepté, pour la première fois, de laisser entrer des équipes de pays voisins, comme le Japon, la Russie, la Corée du Sud et Singapour. Un premier groupe d'une trentaine de spécialistes japonais est arrivé vendredi dans la ville de Guanzhuang et un second groupe était attendu.

Pékin pourrait autoriser un plus grand nombre de pays à envoyer des équipes de secours, selon un porte-parole de l'ambassade de Chine à Washington. Beaucoup de bâtiments, notamment des écoles, se sont effondrés comme des châteaux de cartes, alors que d'autres édifices ont résisté à la secousse. Les autorités chinoises ont déclenché à la suite du séisme un plan d'intervention de crise en sûreté nucléaire, mais elles n'auraient constaté «aucune fuite radiologique» dans l'environnement, selon une note de l'autorité de sûreté nucléaire chinoise NNSA reçue à Paris par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) Une forte réplique a provoqué vendredi des glissements de terrain qui ont coupé des routes et enseveli des véhicules, a rapporté Chine Nouvelle. La réplique, d'une magnitude de 5,9, a eu lieu dans le district de Lixian, à moins de 50 km de l'épicentre du séisme de lundi. Lorsqu'elles auront séché leurs larmes, les familles des victimes ne manqueront pas de demander des comptes, notamment aux entreprises de construction. Anticipant la colère de la population, le gouvernement a ordonné une enquête sur les établissements scolaires détruits et a menacé de punir sévèrement les responsables.

Le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, a annoncé que ce séisme était le plus dévastateur de l'histoire de la République populaire de Chine, créée en 1949, en termes de superficie touchée et de magnitude. Un vaste élan de solidarité s'est organisé dans toute la Chine.

Les collectes de dons en argent et en nature sont évalués à 1,3 milliard de yuans (près de 120 millions d'euros).

L'ONU a débloqué sept millions de dollars pour la Chine. Le séisme de magnitude 7,6 qui avait rasé en juillet 1976 la ville de Tangshan, proche de Pékin, avait fait officiellement 242 000 morts.